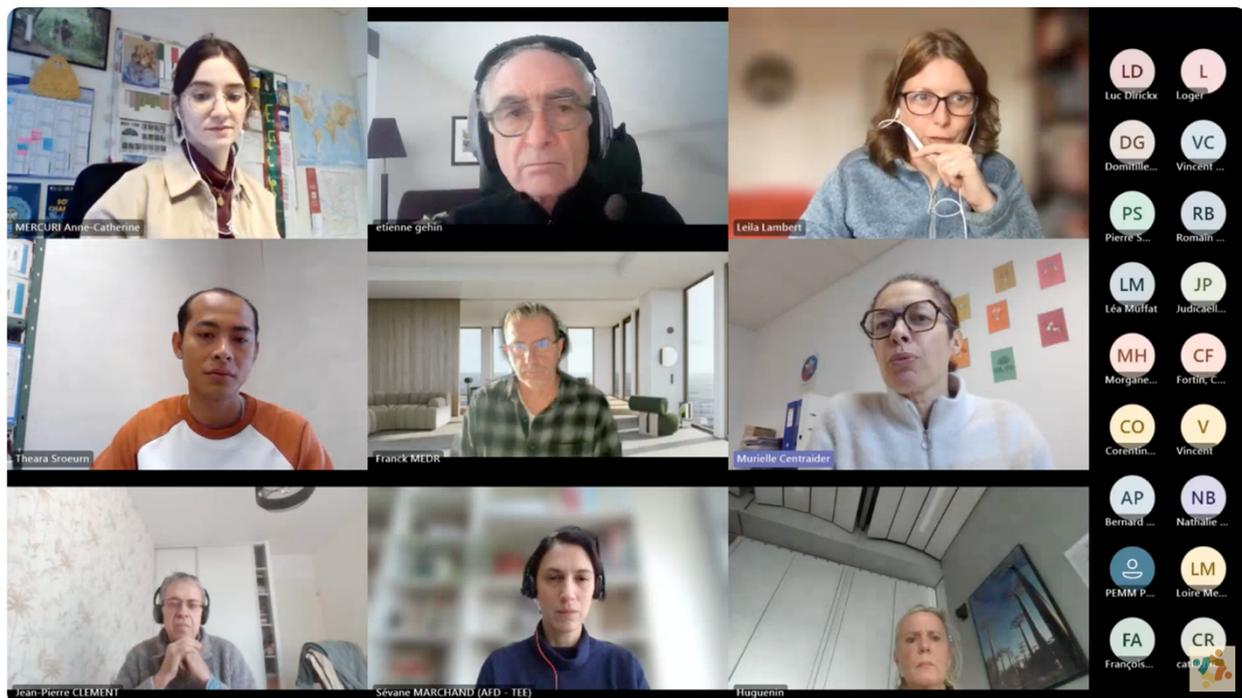


Groupe pays Cambodge – Laos

04/12/2024

1. Participants

Leïla LAMBERT (Gescod), Murielle MIGNOT (Centraider), Morgane HERVE-GANGLOFF (Gescod), Domitille GUERARD (Gescod), Nathalie BRAT (Ambassade de France au Laos), Etienne GEHIN (Amis Lorrains du Laos), Floriane LE MEYEC (Peuples et Montagnes du Mékong), Theara SROEURN (Gescod), Loane OGER (Horizons Solidaires), Jean-Pierre CLEMENT (Codegaz), Françoise MISSA (A.S.I.E), *Loire Mékong*, Frank SECCHIAROLI (Mékong enfants des rizières), Judicaëlle PIERRAT (Gescod), Bernard PONTON (ADV Laos), Léa MUFFAT (Gescod), Romain BUTTICKER (La Guilde), Corentin OUDOT (Réseau Cicle), Luc DIRICKX (Enfants d'Asie), Vincent CAPRON (Région CVL), Anne-Catherine MERCURI (Région CVL), Pierre SOETARD (France Volontaires), Sévane MARCHAND (AFD), Catherine RAGOT (A.S.I.E), Vincent PROSPER (Enfants d'Asie), Carole FORTIN (Aquassitance), Valérie HUGUENIN (AFD), Emilie ABERLEN (AFD), Emma (Peuples et Montagnes du Mékong), Thibaut CELERIER (Confluence), *Brahma Kesa*, Elizabeth PIRAT (Afdi Normandie).



2. Contenu des Présentations

1. Présentation Gescod & Centraider

Le groupe pays a démarré par une présentation de Gescod et Centraider, les RRMA du Grand Est et de la région Centre-Val de Loire, sur le rôle des RRMA, les Objectifs de Développement Durable (ODD), et quelques données officielles sur le Cambodge et le Laos en lien avec les ODD. Certaines données présentées sont peut-être à nuancer au regard des différentes régions des deux pays.

Voir présentation annexée au présent compte-rendu.

2. Tour de table

Un tour de table rapide a permis à la plupart des participants de se présenter et de partager l'objet de leur structure et de leurs projets. En plus des réseaux organisateurs et des intervenants, la rencontre a réuni 20 participants représentant 15 structures.

3. Intervention de Nathalie BRAT, Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle (COCAC) à l'ambassade de France au Laos :

Le SCAC s'intéresse à un large éventail d'activités et de thématiques, ce qui en fait un soutien important des ONG laotiennes et françaises présentes au Laos.

Le Laos vit actuellement un contexte économique très difficile, particulièrement dans les secteurs de l'éducation, du social et de la santé, ainsi que du pouvoir d'achat (forte inflation).

Il y a beaucoup d'acteurs français qui interviennent au Laos :

- L'ambassade de France ;
- Des opérateurs français : AFD, CIRAD, IRD, Ecole française d'Extrême-Orient, Institut Pasteur, Mérieux, etc. ;
- Plus de 70 ONG françaises ;
- 5 experts techniques internationaux placés auprès des autorités lao ou de structures internationales ;
- Tous les volontaires (notamment VSI et VSC), auprès d'ONG, d'université, et d'écoles.

Il est difficile de mettre en valeur tout ce réseau d'acteurs en termes d'activités, d'impact et de relations potentielles, et pas seulement en termes financiers.

Le SCAC souhaiterait mieux connaître les activités des participants au groupe pays afin de mieux les valoriser, notamment via des actions de communication ou lors de discours et interventions réalisées par des membres de l'ambassade. Le SCAC relaye des informations sur tous les projets à l'ambassadrice pour qu'elle en parle lors de ses déplacements et prises de paroles, donc c'est important que les acteurs partagent leurs actualités et informations sur le projet s'ils souhaitent communiquer dessus.

Le SCAC concentre ses actions sur quelques domaines :

- La santé
- L'éducation et la francophonie
- La société civile laotienne
- La culture, avec l'appui de l'Institut français.

Le SCAC soutient les acteurs quand ils interviennent au Laos, notamment pour les démarches administratives locales et pour valoriser les actions entreprises. Les démarches laotiennes ne sont pas simples et il faut bien respecter toutes les étapes, même si le SCAC peut toujours aider à rectifier le tir en cas de problème mais cela est plus difficile et ne fonctionne pas toujours.

Il existe une plateforme / répertoire des acteurs et des projets au Laos : Interaction-laos.fr

- Elle aide à la mise en contact entre les acteurs
- 70 acteurs y sont inscrits à ce jour
- Divers domaines d'activité sont couverts par les ONG : la nutrition, la santé, l'assainissement, l'éducation, l'agriculture et l'environnement.

Le SCAC n'a pas de crédit financier pour soutenir les ONG françaises, mais en a pour financer des organisations de la société civile laotienne. En revanche, il peut aider sur l'administratif et la mise en contact.

4. Intervention de l'AFD (Agence Française de Développement)

L'AFD est représentée par Valérie HUGUENIN, responsable adjointe du Département des partenariats OSC - Division des organisations de la société civile, par Emilie ABERLEN, chargée de projets au sein de cette division, et par Sévane MARCHAND, chargée de mission internationalisation des territoires. La division OSC finance des projets initiés par des organisations de la société civile française mais aussi de droit local. Elle co-finance des projets assez conséquents (au budget d'au moins 500 000 € pour 3 ans) grâce au "Dispositif Initiatives OSC." Les intervenantes présenteront aussi d'autres dispositifs de financement plus adaptés aux petites associations.

1. Co-financements classiques

L'AFD a une enveloppe de fond du MEAE chaque année qui permet de financer des projets présentés par des associations. Les critères d'éligibilité et les procédures sont disponibles sur les pages de l'AFD. Les appels à projet sont publiés tous les ans sur le site de l'AFD et relayés par les différents réseaux partenaires.

Le Cambodge rassemble le plus grand nombre d'initiatives d'OSC françaises en partenariat avec des OSC locales sur le "Dispositif Initiatives OSC" au sein de la région Asie du Sud-Est. Il y a actuellement 24 projets en cours qui portent surtout sur les secteurs de l'agriculture et du développement rural, de l'éducation et de l'insertion professionnelle et de la gouvernance.

II. Agence des microprojets

Initiée par la Guilde européenne du Raid en 1983, c'était initialement un dispositif du MEAE puis qui a été transmis à l'AFD en 2009. Ce dispositif permet de soutenir des petites associations françaises qui ne sont pas éligibles sur le "Dispositif Initiatives OSC" classique.

Il y a 2 appels à projet par an à destination des associations françaises qui mettent en œuvre des microprojets dans des secteurs classiques du développement. Le projet doit se mettre en place dans un pays éligible, doit avoir une durée de 1 à 3 ans et doit être réalisé en lien avec un partenaire local. Le projet ne doit pas être réalisé dans le cadre de la coopération décentralisée.

Les financements : 3 000 à 20 000 € par projet, qui correspond à maximum 50 % du budget prévisionnel et 25 % de ressources valorisées.

L'Agence des microprojets propose des réunions d'informations, des entretiens individuels ou collectifs, des formations, des ressources documentaires. Elle fait aussi tout un travail de capitalisation et valorisation des microprojets.

La Guilde fait des missions sur le terrain pour rencontrer les porteurs de projets et assure le suivi des projets dans le cadre de ce dispositif.

III. Fonds de soutien aux organisations féministes

Mis en place en 2019, cette initiative a pour but de soutenir les organisations féministes qui sont assez éloignées des financements et d'amplifier leur capacité de mise en réseau et de plaider dans l'objectif de la diplomatie féministe soutenue par le MEAE. Les fonds peuvent être demandés via des appels à projets thématiques, le "Dispositif Initiatives OSC" ou à travers le MEAE.

4 projets au Cambodge ou au Laos bénéficient actuellement de co-financements via ce fonds de soutien aux organisations féministes.

La philosophie de ce fonds est de faciliter autant que possible l'accès aux financements d'organisations qui en sont éloignées, notamment les organisations féministes locales dans les pays du Sud global. Ce fonds vise à renforcer les capacités des organisations et à les structurer davantage. Il est particulièrement attentif à la capitalisation et à la mise en réseau afin de fédérer des alliances et de porter des actions communes.

IV. Projet Recital ODD

Le programme Recital a été mis en place en 2022 avec la Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA) pour soutenir dans chacune des régions de France, via les RRMA, des projets d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) portés par les associations du territoire concerné. Ce programme vise à consolider la structuration du milieu associatif et la mobilisation des acteurs du territoire sur des démarches d'ECSI.

Il est recommandé de se rapprocher de son RRMA pour obtenir plus d'informations sur les modalités et les procédures de ce dispositif.

V. FICOL

Les FICOL sont des projets de coopération décentralisée entre une collectivité française et une collectivité étrangère, où des associations peuvent être partenaires ou parties prenantes.

La FICOL a un seuil minimum assez élevé de 200 000 €. Il y a un appel à projets chaque année avec la possibilité pour les collectivités de déposer une note d'intention 2 fois dans l'année. Elle peut financer à la fois des projets de renforcement de capacités à hauteur de 70 % du montant total du projet, et des projets d'investissement jusqu'à 80 % du montant total du projet.

Elle vient en complémentarité avec les financements du MEAE pour la coopération décentralisée.

Voir présentation annexée au présent compte-rendu.

5. Temps de questions et d'échanges

Leïla LAMBERT (Gescod) : Par rapport au dispositif de l'AMP, Romain BUTTICKER de la Guilde vous transmet quelques infos dans le chat. A savoir aussi que dans le cas du programme PTMP, les RRMA sont mandatés et financés pour appuyer les associations qui veulent déposer des dossiers de demande de financement. Les RRMA sont à votre écoute à la fois pour de l'accompagnement individuel, pour des formations, donc n'hésitez pas à les solliciter. Par rapport au programme Recital qui a été présenté, le programme se termine au 31 décembre 2024, mais il y a bon espoir qu'il y ait une nouvelle phase, Recital 3, qui prend le relais par la suite mais pour le moment, il n'est pas encore possible de dire concrètement qu'est-ce qui pourra être financé et sous quelles modalités.

Valérie HUGUENIN (AFD) : Le programme Recital ODD phase 2 se termine mais il y a de bonnes chances que malgré la conjoncture budgétaire lourde, celui-ci soit renouvelé dans une phase 3.

Question du chat : Une communication (de l'AFD ?) mentionnait la définition par la France d'une "feuille de route verte" au Laos. Est-ce que vous auriez plus d'informations ?

Nathalie BRAT (Ambassade de France au Laos) : Il y a effectivement un projet de "feuille de route verte" qui a été élaborée et est normalement dans les circuits de signature. Les délais et les complexités administratives font qu'elle n'est pas encore signée. Il sera communiqué très largement quand cette feuille de route aura été validée et signée. Cela est une priorité du côté de l'ambassade, et ça formalisera un certain nombre de points.

Pierre SOETARD (France Volontaires) :

- Proposition de sujet pour un prochain groupe pays : la politique française en matière de soutien à l'engagement et au volontariat à l'international ;
- Territoires Volontaires : instrument commun au MEAE et à France Volontaires avec des appels à manifestation d'intérêt à destination des collectivités territoriales qui souhaitent envoyer et/ou recevoir des volontaires dans le cadre de leurs coopérations internationales.

Etienne GEHIN (Amis lorrains du Laos) : L'association est spécialisée dans la création de réseaux d'eau et de latrines dans des villages éloignés au Laos. Lors de leur dernière mission, ils ont pu visiter quelques centres médicaux et la demande en matériel médical est de plus en plus importante. La question porte donc sur les financements possibles dans ce domaine.

Leïla LAMBERT (Gescod) : Humatem est une structure qui collecte du matériel médical de seconde main et propose de le mettre à disposition d'associations.

Etienne GEHIN (Amis lorrains du Laos) : Fait remarquer que le matériel collecté en France n'est pas forcément adapté au climat tropical.

Murielle MIGNOT (Centraider) : Il y a des organisations spécialisées, comme Horizons Sahel en région Centre qui le fait avec le Sahel, mais il n'y en a pas beaucoup. Ce pourrait être un sujet intéressant pour un prochain groupe pays où l'on pourrait avoir des interventions techniques.

Floriane LE MEYEC (Peuples et montagnes du Mékong) : Un sujet pour un prochain groupe pays pourrait être les financements pour les mésoprojets (trop petits pour l'AFD et trop grands pour les microprojets) parce que c'est difficile à appréhender.

Valérie HUGUENIN (AFD) : C'est vrai qu'il y a une zone « grise » non couverte par l'AFD. Elle est parfois couverte par certaines ONG qui ont des fonds à l'intérieur de leur programme pour financer d'autres acteurs associatifs, comme le CFSI qui a un fond pour appuyer des projets sur le développement rural et agricole. Il y a des associations qui travaillent sur le VIH qui ont aussi parfois des rétrocessions pour des mésoprojets. Parfois les mésoprojets intéressent les collectivités locales et les fondations privées, qui sont quelquefois mieux placées que les bailleurs publics pour répondre sur les mésoprojets. L'autre solution, c'est d'intégrer ses actions dans des programmes plus importants avec une ONG plus grande qui chapeaute le projet et va faire les demandes de financement auprès de l'AFD ou d'autres bailleurs financiers (projets en consortium), mais ce n'est pas toujours simple.

Murielle MIGNOT (Centraider) : Il est aussi possible de solliciter les RRMA pour être accompagné dans la mise en place de consortiums, ou la recherche de solutions. Les RRMA ont un annuaire disponible sur les structures qui interviennent dans un pays donné, cet outil peut être utilisé pour rechercher d'autres partenaires ou simplement pour échanger.

Question du chat : Est-ce qu'il existe au Cambodge une plateforme similaire au réseau Interactions-Laos regroupant les acteurs français de la coopération ?

Pierre SOETARD (France Volontaires) : Non, il n'y a pas cette équivalence. Le Comité de Coopération pour le Cambodge (CCC) est la plateforme de référence pour toutes les ONG cambodgiennes et internationales. Il y a également une plateforme des acteurs de l'engagement et du volontariat qui s'appelle VolCam. Il y a aussi au niveau de l'ambassade une personne qui est référente pour l'accompagnement des ONG au Cambodge.

Emilie ABERLEN (AFD) : Il y a des plateformes existantes régionales et nationales mais aussi thématiques.